

Débat sur l'Organisation de Coopération de Shanghai "OCS"

Conférence du Pr. Jalel Ben Hadj Rehaeim

Introduction

Le 25^e sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai "OCS" s'est tenu les 31 août et 1^{er} septembre en Chine, à Tianjin dans un contexte international de remise en question du concept de « monde occidental » sous la nouvelle politique extérieure américaine, et par le changement du paysage géoéconomique et géopolitique mondial. Le sommet a réuni une vingtaine de chefs d'État et de gouvernements eurasiatiques, il est qualifié comme le plus important depuis la création de l'Organisation.

Pour comprendre et expliciter les enjeux de ce sommet, le positionnement de cette organisation par rapport à celles déjà existantes, le positionnement stratégique de la Chine sur la scène internationale et les leçons que pourrait tirer la Tunisie dans ce nouvel ordre mondial, le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a invité à donner la conférence mensuelle et animer le débat du 7 octobre 2025.

Professeur Jalel Ben Hadj Rehaeim, diplômé de l'Université de Manouba et de l'École supérieure des affaires publiques et internationales, Université de Pittsburgh, Pennsylvanie, États-Unis/ Ancien Fulbright Chercheur-Résident (2005-2006) à North Central College, Naperville, Chicago.

L'exposé de Professeur Rehaeim intitulé " THE SHANGHAI COOPERATION ORGANIZATION "SCO" : Ses spécificités et la question du chevauchement des adhésions aux organisations pairs, notamment BRICS et RCEP a porté sur les axes suivants :

I. La présentation des 6 organisations :

1. Organisation de coopération de Shanghai "OCS"
2. BRICS
3. Partenariat économique régional global "RCEP"
4. Association des nations de l'Asie du Sud-est "ASEAN".
5. L'Accord de partenariat transpacifique holistique et progressif "PCTPP",
6. La Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

II. La question du chevauchement entre l'OCS et les BRICS.

III. Le 25^e Sommet de l'OCS, Tianjin, Chine. En quoi ce sommet était-il unique ?

IV. Les Principaux enseignements du Sommet de l'OCS à Tianjin, Échec et avenir de l'OCS.

V. Conclusions

VI. Recommandations pour la Tunisie

I. Les six organisations :

1. L'Organisation de coopération de Shanghai " OCS"

L'OCS est une organisation politique, économique et de sécurité eurasiatique, dont la création a été annoncée le 15 juin 2001 à Shanghai, en Chine, par les dirigeants de la Chine, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Russie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Aujourd'hui, elle associe dix États membres (la Biélorussie, l'Inde, l'Iran, le Kazakhstan, la Chine, le Kirghizistan, le Pakistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan) et 16 pays observateurs ou partenaires, parmi lesquels l'Afghanistan, la Mongolie, l'Égypte, le Népal, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et la Turquie, l'Inde, le Pakistan.

Son but premier était de faire face aux enjeux de sécurité régionale. Avec l'intégration, en 2017, de l'Inde et du Pakistan, cette organisation a élargi ses objectifs à une autre priorité qui est le développement économique "un instrument de légitimation d'un ordre international -non occidental-". Elle se transforme ainsi en une plateforme politique et économique majeure cherchant à renforcer son influence dans un monde en rapide mutation, marqué par l'escalade des conflits commerciaux et le déclin du rôle des institutions occidentales traditionnelles comme l'Organisation Mondiale du Commerce, le FMI et l'OTAN.

L'OCS représente presque la moitié de la population mondiale avec plus de 3,4 milliards de personnes et 23,5% du PIB de la planète. Les échanges commerciaux entre les pays de l'OCS ont atteint 247 milliards de dollars au premier semestre 2025, dont 106 milliards avec la Russie, un volume d'échange relativement faible et timide jusqu'à présent. Le volume des échanges sino-américains, par exemple, s'élève à 700 milliards de dollars. L'OSC comprend trois des plus grandes économies mondiales : la Chine avec environ 18 700 milliards de dollars, l'Inde avec 3 900 milliards de dollars et la Russie avec 2 milliards de dollars.

2. LES BRICS

Les BRICS sont un groupe formé de dix pays : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Indonésie et l'Iran. Ils servent de forum de coordination politique et diplomatique pour les pays du Sud et assurent la coordination dans les domaines les plus divers. Le groupe des BRICS est devenu une force politique majeure au cours des deux dernières décennies, s'appuyant sur sa volonté de créer un contrepoids à l'influence occidentale au sein des institutions mondiales. La présidence du Brésil du bloc, désormais composé de dix pays, en 2025 a œuvré à renforcer la coopération entre les pays du Sud. Les expansions du groupe en 2023 et 2024 ont illustré son influence croissante, mais ont également introduit de nouveaux désaccords sur des questions telles que l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les BRICS cherchent à réformer le système financier international grâce à une stratégie appelée « dédollarisation » qui désigne la réduction de la dépendance des pays étrangers du dollar américain. Ce phénomène suscite des inquiétudes quant au dollar américain en tant que monnaie mondiale. Un monde monétaire unipolaire (par opposition à un monde monétaire multipolaire) est essentiel à la finance internationale, car il peut améliorer les coûts d'emprunt de l'hégémonie, la stabilité du système monétaire international, la facilité du commerce international et la capacité de l'hégémonie à appliquer des sanctions (Farhi et Maggiori, 2018).

Les principaux avantages d'une monnaie BRICS :

- i- le renforcement de l'intégration économique entre les pays BRICS,
- ii- la réduction de l'influence des États-Unis par l'affaiblissement de la position du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale,
- iii- une inclusion financière accrue grâce aux transactions transfrontalières plus efficaces,
- iv- des risques atténués : Associés à la volatilité mondiale due aux mesures unilatérales et à la diminution de la dépendance au dollar.

La monnaie BRICS serait adossée à un panier de devises des pays membres, incluant potentiellement l'or ou le pétrole, et permettrait des transactions transfrontalières plus efficaces et une inclusion financière accrue.

La dédollarisation est prônée par la Russie pour échapper aux sanctions occidentales et par la Chine pour des calculs plus stratégiques. La Russie mène actuellement les efforts pour développer une nouvelle monnaie. Elle sera utilisée pour les échanges transfrontaliers des pays BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les échanges importants de monnaies nationales entre les États membres de l'OCS et des BRICS ont réduit la demande de dollar.

La part des pays BRICS dans l'économie mondiale est estimée à 27.5% en 2025, dont 16.9% pour la Chine avec 19.53 trillions de dollars, 3.7% pour l'Inde avec 4.27 trillions de dollars, 2% pour le Brésil avec 2.31 trillions de dollars et 1.36% pour l'Indonésie avec 1.49 trillions de dollars.

La part des pays BRICS dans la consommation énergétique mondiale est d'environ 46.6%, elle est de 68.7% dans la production mondiale de charbon, de 41.6% de la production mondiale d'énergie renouvelable, de 39.5% de la production mondiale de pétrole et de 37% de la production mondiale de Gaz.

3. L'Association des Nations de l'Asie du Sud Est "ASEAN"

L'ASEAN a été fondée le 8 août 1967 à Bangkok, en Thaïlande, par cinq pays : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, par la signature de la Déclaration de Bangkok. Le Brunei y a adhéré en 1984, suivi du Vietnam en 1995, du Laos et du Myanmar (Birmanie) en 1997, et enfin du Cambodge en 1999, portant le nombre total des membres à 10. En octobre 2025, le Timor-Leste (qui a fait sécession de l'Indonésie en 2002) deviendra le 11e membre de l'ASEAN.

L'ASEAN a été fondée dans le but de promouvoir la coopération économique, politique et culturelle entre ses membres. Elle se caractérise par la diversité de sa population et par son économie unifiée. Parmi ses objectifs figurent la croissance économique, le progrès social et la promotion de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-est.

Les principaux objectifs de l'ASEAN :

- i- la croissance économique et le développement social et culturel dans la région.
- ii- la promotion de la paix et la stabilité par un engagement à respecter, la justice et l'État de droit.
- iii- la coordination de la coopération dans de multiples domaines : économique, politique, sécuritaire, culturel et social entre les États membres.
- iv- et la non-ingérence dans les affaires intérieures des membres.

4. L'Accord de Partenariat Economique Régional Global (RCEP)

Le RCEP est entré en vigueur le 1er janvier 2022 pour ses dix membres fondateurs : l'Australie, le Brunei, le Cambodge, la Chine, le Japon, le Laos, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. La Corée du Sud et la Malaisie ont adhéré quelques mois plus tard, en 2022. L'Indonésie et les Philippines ont suivi en 2023. Le RCEP compte désormais 15 membres (ASEAN, Australie, Chine, Japon, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud). Le RCEP est apolitique... ou du moins tente d'agir comme une organisation apolitique. Le RCEP est le plus grand accord de libre-échange au monde, en termes de PIB (26 300 milliards de dollars américains), sa population a atteint 2.3 milliards de personnes.

5. Le Progressive and Comprehensive TransPacific Partnership, PCTPP

Le PCTPP est une reprise du TPP, Trans-Pacific Partnership, un projet d'accord de libre-échange entre 12 économies du bassin du Pacifique, signé en 2016, mais jamais entré en vigueur en raison du retrait des États-Unis, signataire clé, en 2017. L'accord visait à réduire les barrières commerciales et à établir des règles communes pour le commerce et l'investissement. Après le retrait des États-Unis, les 11 pays restants ont négocié un traité révisé, l'Accord de partenariat transpacifique holistique et progressif "PCTPP", entré en vigueur en 2018. Si de nombreux experts affirment que le TPP présentait des avantages économiques et stratégiques, il a suscité des surenchères de critiques du spectre politique américain durant la campagne électorale américaine de 2016. Le président Trump s'est retiré de l'accord dès son premier jour de mandat.

Les 11 autres pays du TPP ont proposé un accord légèrement modifié "l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste PTPGP" et ont laissé la porte ouverte à la ré adhésion des États-Unis. Ses membres restants sont le Canada et 10 autres pays de la région indopacifique : l'Australie, le Brunei, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. C'est un accord de libre-échange entre les pays membres. Le PTPGP couvre pratiquement tous les secteurs et aspects du commerce entre le Canada et les pays membres afin de réduire les barrières commerciales et de faciliter les échanges. C'est un bloc commercial de 580 millions de consommateurs et de 15,6 % du PIB mondial, offrant au Canada un accès préférentiel aux principaux marchés d'Asie et d'Amérique latine. Il élimine les droits de douane et réduit les obstacles pour 98 % des exportations vers les membres du PTPGP. Il maintient les procédures douanières simples, efficaces, claires et prévisibles, ce qui réduit les délais de traitement à la frontière et

facilite la circulation des marchandises. Le TPP était un accord commercial massif signé par douze pays du bassin du Pacifique, dont les États-Unis, qui représentaient ensemble 40 % de l'économie mondiale.

6. APEC est l'acronyme de Coopération économique Asie-Pacifique

- APEC est l'acronyme de Coopération économique Asie-Pacifique, un forum économique régional qui vise à promouvoir le commerce, l'investissement et la coopération entre les économies de la région Asie-Pacifique.
- La Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) est créé en 1989 afin de tirer parti de l'interdépendance croissante des pays de la région Asie-Pacifique.
- Les 21 membres de l'APEC ont pour objectif d'accroître la prospérité des populations de la région en favorisant une croissance équilibrée, inclusive, durable, innovante et sûre, et en accélérant l'intégration économique régionale.
- Il repose sur un dialogue ouvert et des réunions annuelles des dirigeants, et les décisions sont prises par consensus, sans engagements contraignants ni accords formels.
- L'APEC fonctionne comme un forum économique et commercial multilatéral coopératif. Les économies membres y participent sur la base d'un dialogue ouvert et du respect des opinions de tous les participants.
- Au sein de l'APEC, toutes les économies ont un droit de parole égal et les décisions sont prises par consensus. Il n'y a pas d'engagements contraignants ni d'obligations découlant de traités. Les engagements sont pris sur une base volontaire et des projets de renforcement des capacités aident les membres à mettre en œuvre les initiatives de l'APEC.

Objectifs :

- Promouvoir la croissance économique et la prospérité dans la région Asie-Pacifique par le dialogue et la coopération.
- Il fonctionne selon une structure qui combine des approches ascendantes et descendantes.
- Les décisions sont prises par consensus, chaque économie disposant d'une voix égale.
- Il n'y a pas de traités contraignants ni d'engagements formels, et les initiatives sont basées sur des initiatives volontaires et un soutien au renforcement des capacités.
- Réunions : des réunions annuelles des dirigeants économiques sont organisées pour discuter de questions importantes. La semaine prochaine, APEC aura son sommet à **Séoul**, la Corée du Sud entre le 28 et le 31 octobre, 2025. Le pays accueillera la réunion des dirigeants économiques de l'APEC, où les discussions porteront sur des questions telles que l'intelligence artificielle et le changement climatique.
- Un sommet exceptionnel, car il y aura une rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump en marge de celui-ci. Ce sommet sera décisif non seulement pour les relations bilatérales entre les deux pays et leur guerre commerciale, mais aussi pour le bien-être de l'économie mondiale, les chaînes d'importation, et en particulier l'avenir de l'industrie de haute technologie.

II. La question du chevauchement des adhésions entre l'OCS et les BRICS :

La question du chevauchement des adhésions aux BRICS et à l'OCS est particulièrement importante. Des pays comme l'Inde, la Chine, la Russie et l'Iran appartiennent aux deux organisations, créant ainsi un pont naturel entre les deux blocs. L'Iran est un membre permanent relativement récent des deux organisations, ayant rejoint l'OCS en 2023 et les BRICS en 2024. Les Émirats arabes unis et l'Égypte sont de nouveaux membres des BRICS et entretiennent déjà des liens étroits avec l'OCS. La Chine, la Russie et l'Inde sont des membres clés de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des BRICS.

Ces adhésions croisées permettent aux pays de poursuivre leurs divers objectifs de politique étrangère en s'engageant à la fois dans une architecture de sécurité régionale "OCS" et dans une coalition économique mondiale "BRICS", favorisant ainsi des plateformes flexibles d'influence et de réforme.

L'adhésion aux BRICS donne accès à un marché de consommation plus vaste et à une plateforme pour le développement de systèmes financiers alternatifs et le commerce en monnaies nationales. Des pays comme l'Inde tirent parti de leur double adhésion pour jouer différents rôles dans différents contextes, agissant de manière plus proactive au sein des BRICS tout en s'engageant dans les cadres de sécurité eurasiens au sein de l'OCS.

Les pays utilisent ces adhésions croisées pour diversifier leurs partenaires internationaux et équilibrer leur politique étrangère entre différents blocs, comme celui des opportunités économiques.

L'OCS se développe en un bloc de sécurité régional considérable et une structure multidimensionnelle engagée dans une coopération politique, économique et stratégique. Elle se développe en une masse critique géographique et démographique eurasienne. L'adhésion aux deux organisations est perçue comme un moyen de contrer la pression occidentale et de promouvoir la coopération Sud-Sud ainsi qu'une réduction de la dépendance au dollar.

Ces plateformes communes renforcent l'influence collective de ces groupements sur la gouvernance mondiale et les questions économiques.

Plus de 40 pays, dont l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Algérie, la Bolivie, l'Indonésie, l'Égypte, l'Éthiopie, Cuba, la République démocratique du Congo, les Comores, le Gabon et le Kazakhstan, ont manifesté leur intérêt à rejoindre les BRICS en 2023.

Ils considèrent les BRICS comme une alternative aux organisations mondiales perçues comme dominées par les puissances occidentales traditionnelles et espèrent que leur adhésion leur apportera des avantages, notamment en matière de financement du développement et d'augmentation des échanges commerciaux et des investissements. Ce chevauchement d'adhésions crée un pont naturel, favorisant une meilleure harmonisation entre l'OCS et les BRICS et témoignant d'une évolution vers des dynamiques de pouvoir mondiales moins dominées par l'influence occidentale.

III. Le 25e Sommet de l'OCS, Tianjin, Chine. En quoi ce sommet était-il unique ?

Le 25e sommet de l'OCS marque la volonté collective de faire évoluer le statut de l'organisation, passant d'un regroupement régional à un contrepois stratégique aux institutions occidentales, en particulier à l'OTAN. La Chine a cherché à user de son influence pour faire du 25e sommet de l'OCS à Tianjin l'un des plus grands sommets jamais organisés.

L'événement le plus marquant de ce 25e sommet a été le rapprochement sino-indien. La participation de Narendra Modi au sommet de l'OCS pour la première fois en sept ans a montré que New Delhi reconnaissait l'utilité stratégique croissante de l'OCS pour contrebalancer l'influence des États-Unis et de la Chine. Le niveau de participation de l'Inde aux futurs exercices militaires ou antiterroristes de l'OCS peut en dire long sur les intentions stratégiques de Delhi vis-à-vis de la Chine et de la Russie.

La Chine estime que la frénésie de taxes douanières de Trump a servi ses intérêts, mobilisant l'opinion publique mondiale contre ce qui est perçu comme une guerre commerciale américaine. Une période de concurrence géostratégique accrue. Le conflit ukrainien continue d'influencer les calculs sécuritaires eurasiens. De même la guerre contre Gaza a des répercussions internationales non négligeables.

Ce sommet a été l'occasion de démontrer le statut et l'influence croissants de la Chine, notamment dans un contexte de concurrence sino-américaine et de signes de difficultés économiques intérieures.

Dans son discours inaugural du 25eme sommet de l'OCS, le Président chinois Xi Jinping a déclaré que le monde était entré dans une « nouvelle phase de turbulences », avertissant que « les ombres de la mentalité de la Guerre froide et de l'intimidation ne s'étaient pas dissipées », allusion claire à l'expansion de l'OTAN et aux opérations d'influence américaines en Asie. Le Président Xi Jinping a appelé les États membres à résister

à ce qu'il a qualifié de « confrontation de blocs » et d'« ingérence extérieure », faisant clairement référence à l'ingérence présumée des États-Unis dans les affaires intérieures d'une longue liste d'États souverains. Le 25e sommet de l'OCS s'est tenu à un moment de polarisation géopolitique majeure dans le monde... et avec la Chine, la Russie et l'Iran récemment qualifiés d'« Axe du bouleversement » (Axis of Upheaval).

Le nouveau concept de Sud global reflète la désillusion des États membres à l'égard des forums dominés par l'Occident tels que l'OTAN, le FMI et même l'ONU dans son format actuel.

Le 25e sommet de l'OCS se voulait une démonstration du poids géopolitique et de l'unité stratégique de ses principaux membres... autrement dit, un message clair envoyé aux États-Unis : l'ère de l'unipolarité commence à s'estomper.

Le 25e sommet de l'OCS avait pour la première fois à son ordre du jour la consolidation de l'objectif stratégique des BRICS d'affaiblir le dollar américain et, à long terme, de chercher à le déloger de son rôle de principale réserve mondiale.

À l'heure où de plus en plus de pays à travers le monde, visés par les sanctions occidentales, utilisent le dollar américain comme arme politique, au lieu d'une réserve monétaire, le projet des pays des BRICS d'établir une nouvelle monnaie de réserve, qui pourrait remettre en cause la domination du dollar américain.

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a ajouté : « Chaque soir », a-t-il déclaré, il se demande « pourquoi tous les pays doivent baser leurs échanges commerciaux sur le dollar. »

L'utilisation croissante des monnaies locales dans les échanges intra-BRICS et au sein de l'OCS est une étape majeure dans cette direction.

Le renminbi a remplacé le dollar comme monnaie la plus échangée en Russie en 2023, tandis que le renminbi et l'or sont devenus les principaux actifs de réserve de la Russie. La Chine avec cette dernière, ont mis en place un instrument de swap de devises avec un plafond quotidien de 10 milliards de renminbi et un plafond de 20 milliards de renminbi les deux premiers et derniers jours de négociation de chaque mois. Quatre institutions financières chinoises opérant en Russie participent directement au CIPS.

Le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) est un système de paiement de gros établi par la Banque populaire de Chine (BPC) en 2015 pour compenser et régler les paiements transfrontaliers libellés en renminbi chinois (RMB).

Le CIPS sert d'infrastructure principale pour les transactions internationales en RMB, fournissant des services efficaces, fiables et peu coûteux pour les activités commerciales et financières transfrontalières.

Le système vise à promouvoir l'utilisation internationale du RMB, à réduire la dépendance au système financier mondial dominé par le dollar américain et à faciliter le développement financier de la Chine et les politiques telles que l'initiative « la Ceinture et la Route » (BRI).

Le système russe de transfert de messages financiers SPSF discuté à Tianjin est créé par la Banque de Russie comme alternative au système SWIFT, très local et coûteux. Cependant, l'approvisionnement en gaz de l'Europe est toujours garanti et cette mesure laisse la porte ouverte à des mesures plus strictes ultérieurement. L'intégration avec les systèmes chinois, indien et turc est évoquée, mais ces pays n'ont actuellement aucune intention de lier leurs organisations économiques au SPSF de Poutine.

Le dernier rapport « Dollar Dominance Monitor », établi par l'Atlantic Council, montre que le dollar américain n'a toujours aucun rival pour les attributs fondamentaux d'une monnaie de réserve. La majeure partie de la dette internationale est toujours libellée en dollars, tout comme la plupart des ventes de matières premières essentielles comme le pétrole. Le dollar reste la monnaie la plus utilisée dans les réserves des banques centrales, la principale monnaie utilisée pour les factures d'exportation et domine toujours largement les transactions de change.

Le ministre adjoint chinois des Affaires étrangères, Liu Bin, a déclaré que l'Organisation de coopération de Shanghai "OCS" devait se préparer à obtenir des « résultats tangibles » tout en adoptant « une nouvelle

image, un nouveau rythme et un nouveau niveau ». Par exemple, lorsque les États-Unis et Israël ont lancé des attaques contre les installations nucléaires iraniennes en juin dernier, l'OCS n'a même pas publié de communiqué de presse. Une approche non-interventionniste similaire a été observée lors des affrontements frontaliers entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025, et entre le Tadjikistan et le Kirghizistan depuis 2021. L'Inde se rapproche actuellement de la Chine, son rival régional, tandis que Trump s'aliène New Delhi avec des droits de douane, et qu'Islamabad renforce ses liens avec Washington. L'OCS a échoué à plusieurs reprises à défendre ses membres.

IV. Les Principaux enseignements du Sommet de l'OCS à Tianjin , Échec et avenir de l'OCS.

Le Council on Foreign Relations a déclaré : « Le système commercial mondial tel que nous le connaissions est mort. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a effectivement cessé de fonctionner, car elle ne parvient pas à négocier, à surveiller ni à faire respecter les engagements de ses membres. » La stratégie commerciale « America First » et les stratégies chinoises analogues de « double circulation » et de « Made in China 2025 » laissent présager un avenir sombre pour l'OMC. Chaque année, le sommet de l'OCS promeut la coopération en matière de sécurité, d'économie et de connectivité. (Source : https://www.eliteplusmagazine.com/Article/1195/SCO_Tianjin_Summit_2025___Shaping_the_Future_of_Global_Governance). Souvent appelée « OTAN de l'Est », l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), née dans le contexte de l'après-Guerre froide, n'est pas seulement une organisation régionale, mais un regroupement géopolitique « qui vise à associer la diplomatie orientale à des alliances non occidentales.

V. Conclusion

Il existe en Asie un réseau d'organisations commerciales régionales et interrégionales (ASEAN) et politisées (OCS). L'ASEAN est la plus ancienne organisation commerciale et économique. Ce groupe régional exclusivement commercial comprend une région géographique spécifique de l'Asie du Sud-est, dont l'adhésion est restreinte (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam).

BRICS : groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC) en 2009. Avec l'adhésion de l'Afrique du Sud en 2010, il est devenu le BRICS. Il compte désormais dix membres permanents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Indonésie et Iran). Il s'agit d'une organisation interrégionale et internationale, dont l'adhésion est ouverte. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : officiellement née en 2001 comme un rassemblement sécuritaire, elle se transforme aujourd'hui en une plateforme politique et économique majeure cherchant à renforcer son influence dans un monde en rapide mutation, marqué par l'escalade des conflits commerciaux et le déclin du rôle des institutions occidentales traditionnelles comme l'Organisation mondiale du commerce, le FMI et l'OTAN. L'OCS représente plus de 3,4 milliards de personnes et contribue à environ un quart de la production mondiale, avec plus de 26 000 milliards de dollars. L'OCS dispose d'un système de sommets annuels. Son 25e sommet, tenu à Tianjin, en Chine, le mois dernier, a été le plus important, car il s'est tenu à un moment de forte polarisation géopolitique mondiale, la Chine, la Russie et l'Iran étant récemment qualifiés d'« Axe du bouleversement ».

Le nouveau concept de « Sud global » reflète la désillusion des États membres face aux forums dominés par l'Occident, tels que l'OTAN, le FMI et même l'ONU dans sa configuration actuelle.

L'OCS cherche essentiellement à faire contrepoids à l'OTAN, mais sous couvert de coopération commerciale et antiterroriste. L'OCS a peu de chances de réussir à contrebalancer l'OTAN, compte tenu des intérêts stratégiques divergents et parfois opposés et des origines culturelles et historiques peu communes de ses membres

Recommandations pour la Tunisie

- La Tunisie devrait conduire sa politique étrangère dans le cadre de ses relations commerciales avec la Chine, et dans un contexte régional difficile marqué par une concurrence féroce entre les pays d'Afrique du Nord, en particulier entre la Tunisie et l'Égypte, pour accueillir et attirer les grandes entreprises chinoises afin qu'elles ouvrent leurs sièges régionaux respectifs au Caire ou à Tunis. Il faut bien savoir que l'Union Européenne est actuellement le premier partenaire de la Tunisie, comme en témoigne le nombre d'entreprises présentes en Tunisie, qui dépasse les 3 000, par contre il y a plus de 5000 entreprises chinoises en Egypte.
- Avec la moitié de son déficit commercial réalisé avec la Chine (8 milliards de Dinars/17 Milliards de Dinars déficit annuel en 2024) et une situation géographique favorable au sommet du continent africain, à quelques centaines de kilomètres de l'Europe, la Tunisie devrait s'efforcer d'établir des relations bilatérales plus larges plutôt que de participer à des forums multilatéraux tels que le Forum Chine-Afrique et l'organisation BRICS.
- La Tunisie doit travailler sur un accord de partenariat économique pour le développement commun avec la Chine, visant à instaurer un régime de zéro droit de douane sur les produits échangés entre les deux pays, afin de renforcer la facilitation du commerce bilatéral....mais en tenant impérativement compte de l'écart important entre le volume et la production des deux économies, ainsi que de la quantité et la qualité de ce que chaque partie pourrait exporter vers l'autre.
- La Tunisie devrait s'efforcer de persuader les Chinois de se lancer dans de nouveaux projets économiques substantiels, en créant un contexte favorable aux investissements pour inciter les grandes entreprises chinoises à ouvrir leurs sièges régionaux en Tunisie, qui pourrait devenir un point d'appui du commerce international et un centre d'assemblage et de distribution pour le commerce Chinois avec l'Union européenne.